

Conséquences de la crise économique, écologique, politique, sociale sur les rapports électoraux et les rapports de classe

*

Par André Prone, poète, essayiste et penseur militant
(auteur de « *Capitalisme et Révolution* », nouvelle édition,
l'Harmattan 2019)

Introduction

Pour comprendre les modifications des rapports électoraux et des rapports de classe, il est utile de revenir sur les aspects concrets de la crise économique, écologique, politique et sociale qui frappent notre pays, et ceux de la triade Europe, États-Unis, Japon, en regard des autres pays en développement du « grand Sud », y compris la Russie et la Chine. Cela implique d'éclairer la complexité de la crise structurelle qui affecte le système capitaliste mondialisé depuis plus de quarante ans (ce qui en fait la plus longue crise structurelle du système capitaliste depuis son avènement vers la fin du 18^e siècle) et de décortiquer son impact global, y compris culturel, au sens gramscien du terme, sur les mentalités, ainsi que le processus de fascisation en cours.

1 - Considérations liminaires sur la crise structurelle qui affecte l'ensemble du système capitaliste mondialisé

En quoi la crise structurelle qui sévit depuis la fin des années 1970 est-elle différente des crises structurelles qui l'ont précédée ? Assurément par l'ampleur de celle-ci, mais surtout parce qu'elle signe un changement de paradigme dans l'organisation du système capitaliste lui-même de par :

- sa globalisation à l'échelle planétaire et la concentration sans précédent des capitaux entre les mains de quelques grands groupes transnationaux ;
- la collusion sans cesse accrue des États avec les visées expansionnistes et impérialistes du capital, laquelle collusion renforce leur dimension

autoritaire et guerrière, et par les énormes potentialités qu'offrent la dernière révolution technologique arrimée à la cybernétique, qu'accompagne l'inféodation de l'ensemble des secteurs de la recherche publique dans son processus congénital d'accumulation, lui-même accru par la financiarisation et la marchandisation déchaînée de cette économie mondialisée ;

- la dégradation inédite à l'échelle de la planète des équilibres écosystémiques et leurs répercussions sur l'ensemble du milieu vivant et, à fortiori, sur l'humanité toute entière.

Les conséquences de cette crise socio-écosystémique sur les rapports électoraux et les rapports de classe sont donc considérables.

Sans prétendre à un recensement exhaustif listons en les aspects les plus marquants :

- une défiance de plus en plus marquée des couches populaires et des classes laborieuses à l'égard des institutions et de leurs représentants politiques dans l'ensemble des continents (notons que cela ne touche pas que la question politique, mais aussi la question syndicale : si un nombre toujours plus grand de citoyens à travers le monde désertent les urnes, plus nombreux encore sont les salariés qui désertent le champ syndical – bien sûr, quand celui-ci est autorisé par les États –, en France, 2/3 des salariés ne votent plus aux élections professionnelles et la moyenne d'âge des syndiqués est autour de 50 ans) ;

- une perte de repère de ces mêmes populations par rapport aux enjeux de classe et la méconnaissance progressive de la dimension idéologique, notamment celle qui avance la nécessité d'une appropriation des moyens de production et d'échanges par ceux qui produisent les richesses, et donc leur désintérêt relatif pour l'action collective ;

- une confusion quant aux réelles causes de la crise environnementale (que la propagande médiatique entre les mains du capital ou de l'État amplifie), les conduisant soit à une culpabilisation stérile, soit à une confiance aveugle dans d'improbables remédiations technologiques ou, dans le meilleur des cas, dans des manifestations et des actions citoyennes hors du champ concret les conséquences de l'accumulation

primitive du capital transnational et de sa marchandisation déchaînée (qui sont les principaux responsables de cette crise) ignorant les besoins concrets des peuples et promouvant le plus souvent une décroissance d'autant plus discutable qu'elle n'invite pas nécessairement à sortir du capitalisme.

2 - Rapports de force électoraux : quelques enseignements à l'aune des législatives françaises de 2022

a) Panorama électoral français simplifié

Sur les 48 millions (chiffre arrondi) d'inscrits sur les listes électorales :

28 millions d'électeurs (56,8%) demeurent l'arme au pied, s'abstiennent ou votent blanc ou nul,

8 millions d'électeurs (16,7%) adhèrent aux idées libérales de LREM, MODEM et autres centristes,

7 millions (14,6%) adhèrent à la gauche réformatrice LFI, écologistes, socialistes, communistes,

3,5 millions (7,3%) se reconnaissent dans les forces fascisantes du RN et de Reconquête,

1,5 millions (3,1%) adoubent les forces potentiellement fascisables (LR, UDI et autres droites),

0,1 millions (0,2%) soutiennent les forces dites anticapitalistes.

(Notons que 5% d'électeurs potentiels ne sont pas inscrits sur les listes électorales, soit 0,24 million et que 12 millions de lycéens et apprentis seraient électeurs avec une inscription à l'âge de 16 ans).

b) Rapports de force électoraux et rapports sociaux

Si on analyse les résultats du point de vue du dispositif électoral, tels qu'ont réussi à l'imposer les forces acquises au néolibéralisme, au conservatisme et au réformisme, dans ce cas : **les rapports de force en nombre de députés, bien que toujours en faveur du capital (395/577), sont plus faibles en ce qui concerne l'ultra-libéralisme incarné par la majorité présidentielle (245 au lieu de 308), laquelle perd ainsi la majorité absolue, et la droite conservatrice potentiellement fascisible (61 au lieu de 112), mais sont**

directement renforcés par l'avancée des élus fascistes (89 au lieu de 11), **quand bien même la gauche réformatrice ou réformatrice progresse significativement** (145 au lieu de 58).

En ce sens, les rapports de force électoraux et sociaux plus favorables aux idées des droites et de l'extrême droite en France et de par le monde, peuvent être directement rattachés aux conséquences de la crise généralisée du capitalisme telle que nous l'avons succinctement définie, auxquelles on peut rajouter trois autres facteurs concomitants :

- la collusion des gouvernements successifs droitiers et sociaux-démocrates avec le capital dans la gestion de cette crise contre les intérêts des forces populaires, laissant libre cours à l'extrême droite de contester des élites au pouvoir et d'avancer son prétendu dédagisme populiste et ses soi-disant mesures sécuritaires face à une montée migratoire qu'elle attribue arbitrairement à l'islam ;
- la dédiablement médiatique systématique des idées portées par l'extrême droite ;
- le non-respect du fameux pacte républicain par l'ensemble des forces conservatrices et libérales, même si le barrage à Macron a pu entraîner certains primo votant des gauches à aller dans ce sens ;
- la peur de l'avenir que génère la crise morale, économique, sanitaire, écologique et sociale parmi les classes les plus vulnérables et une partie de la jeunesse en perte de repère idéologique qu'alimente la démission « des gauches » quant à la mise en œuvre d'un réel processus de transformation de la société.

Par ailleurs, si le refus de participation aux élections devient structurel et tend à toucher prioritairement **les forces actives** (jeunesses et classes populaires), la fascisation tend quant à elle à devenir d'autant plus une donnée structurante du paysage politique qu'elle n'est pas le seul fait des partis qui se réclament de l'extrême droite (RN et Reconquête), mais progressivement l'apanage de toutes les forces conservatrices et libérales. Voilà pourquoi, penser que dans ce contexte électoral, l'actuelle

majorité présidentielle serait ingouvernable est peu probable ; même ***si la gauche réformatrice, sans entraîner massivement dans son sillage les classes populaires et les jeunes, s'est électoralement renforcée.***

3. Les réels rapports de classe

Les rapports de force électoraux et sociaux que nous avons résumés, bien que recouvrant la réalité institutionnelle, ne prennent pas en compte les contradictions dialectiques qui ne manqueront pas de s'exprimer dans une situation de crise généralisée aussi dégradée. Contradictions pouvant, soit renforcer la fascisation, soit entraîner, par une dynamique des luttes sociales, de réels changements. **Pour être efficaces, nous devons donc dépasser cette vision strictement électoralisme et analyser la situation du point de vue des réels rapports de classe. C'est-à-dire du point de vue des forces capables de se mettre en mouvement (sans oublier celles où se trouvent les 28 millions de citoyens et jeunes « ayant encore l'arme au pied ») contre le système capitaliste et ses supplétifs gouvernementaux actuels. D'autant, que la capacité des classes exploitées ou futurement exploitables à se mobiliser va dépendre, d'une part, du niveau des contraintes que font ou feront peser sur elles les forces du capital : *contrainte salariale et existentielle, contrainte écologique, contrainte de l'Union européenne aux ordres de l'impérialisme étasunien* et, d'autre part, de la capacité des forces progressistes : politiques, syndicales et associatives, à se positionner clairement en faveur des classes exploitées et à faire évoluer les mentalités dans le sens de l'inéluctable affrontement capital/travail et contre les velléités des forces fascisantes.** Par ailleurs, car les faits sont têtus, il est des limites que le capital ne peut franchir qu'en prenant le risque de s'exposer à la vindicte populaire.

Or nous atteignons ce niveau de contraintes que les classes populaires pourraient juger inacceptable : cherté de toute sorte (aliments de base, loyer, transports, énergie, soins, etc.), casse tous

azimuts des services publics (santé, éducation, fonction publique, recherche, etc.), casse des conquies sociaux (retraites, sécurité sociale, statuts, conventions collectives, qualifications, emplois, etc.), crise environnementale sans précédent, crise énergétique, nouvelle crise financière en gestation, crise de la démocratie, guerre aux portes de l'Europe fomentée prioritairement par l'impérialisme étasunien, etc., **lequel niveau présuppose des actions anticapitalistes inédites.**

Conclusion

Ce n'est pas que l'avancée de l'extrême droite et la fascisation rampante de toutes les droites, voire une partie des couches populaires qui se laissent séduire par leur discours malfaisant ou semblent se désintéresser des questions électorales, qui nous interpellent, mais aussi l'approfondissement sans précédent de la crise du système capitaliste lui-même. Dans ce contexte à haut risque, la question de classe devient déterminante et oblique les forces politiques, syndicales et associatives à éclairer l'affrontement capital/travail en cours et à trouver les moyens d'unir toutes les forces mobilisables pour faire échec au capital prédateur et ouvrir une autre voie pour l'humanité.